

La Gueule Ouverte

SPÉCIAL ÉTÉ
3 FRANCS

N° 117 - mercredi 4 août 1976 - hebdomadaire

France 3 F - Suisse 2,30 FS - Belgique 29 FB

MARCHE METZ-VERDUN POUR LA DÉMILITARISATION

DU 4 au 10 août, une marche non violente internationale contre la militarisation, traversera l'est de la France entre Metz et Verdun. « La Gueule Ouverte » s'associe à cette manifestation organisée par un groupe de militants de la région, en liaison avec plusieurs mouvements antimilitaristes de France et de toute l'Europe.

En marchant à travers la Lorraine, nous aurons bien conscience de la faiblesse de notre action : ce n'est pas notre balade qui abolira la guerre, qui ternira le prestige redoutable de l'armée auprès d'un certain public. Si nous marchons dès le premier jour, si, depuis des semaines nous demandons à nos lecteurs de nous rejoindre, c'est pour démontrer que nous sommes nombreux, dans le monde, à refuser certaines choses et qu'il faudra désormais compter avec nous : notre résistance va se radicaliser et se structurer. Nous comptons aussi sur ces six jours pour nous documenter, échanger des idées et des arguments, discuter avec nos détracteurs et ceux qui n'ont pas encore réfléchi à la question.

Discuter, mais pas ratiociner à propos du sexe des anges. Polémiquer sur l'instinct d'agressivité, la violence innée, la non violence impossible, c'est bon dans les dessins de Bretecher. Pour nous, il y a plus urgent et plus efficace. Nos objectifs sont simples et clairs. Nous savons nettement ce que nous refusons.

Nous refusons que dans un monde où règnent encore la misère et la faim, une partie importante des crédits alloués à la recherche scientifique, une partie importante de la fabrication industrielle, une partie importante des territoires publics, soient consacrés à l'armée. C'est-à-dire à la guerre. C'est-à-dire à la mort.



Quelque part dans l'est, les 14.000 tombes du cimetière américain... une région où le promeneur du dimanche, où qu'il aille, ne peut éviter le souvenir de la tuerie...

Nous refusons que l'économie de notre pays soit épaulée, étayée par le commerce des armes. Fabriquer et vendre des armes (la France est le troisième trafiquant d'armes du monde) c'est accepter l'idée de s'en servir. Pour se « défendre » peut-être. Mais plus souvent pour attaquer, asservir, réprimer. Pour tuer.

Nous refusons que ces dangereux mégalomanes, nos gouvernants, dans le seul but de conserver pour eux un pouvoir appuyé sur l'argent, le fric puant, fassent planer constamment sur nos têtes des risques d'accidents nucléaire, bactériologique ou autre, sous prétexte d'être compétitifs dans la prétendue « dissuasion ». Les autres, c'est nous aussi. Fabriquer, inventer des armes raffinées pour détruire un ennemi imaginaire, c'est accepter la menace pour des hommes, des femmes et des en-

fants comme nous. C'est accepter la menace de mort, de souffrance, de chagrin, pour l'humanité dans son ensemble.

Nous refusons fermement, par l'objection de conscience et l'insoumission, de participer de quelque façon que ce soit à la préparation d'une éventuelle tuerie. Si tu veux la paix, la vie, prépare la paix, la vie. Pas la guerre. Pas la mort.

Nous refusons que des dirigeants, quelle que soit leur couleur politique, décident pour nous de notre « défense », nous désignent l'ennemi de leur choix et nous envoient au casse-pipe pour préserver leurs propres intérêts. Si défense il doit y avoir, c'est à nous, à chaque individu formant le peuple d'en décider, d'en choisir les motifs, le lieu, le moment et les formes. Or, nous le savons, contre nos ennemis réels et immédiats (l'exploitation, l'usure au travail, la dépossession des moyens de production, la destruction des ressources naturelles, etc.) l'armée ne peut rien. Par contre, le peuple pacifiquement uni autour de véritables objectifs peut beaucoup. Nous refusons de déléguer notre pouvoir de défense à une armée qui ne peut servir qu'à tuer.

Nous refusons d'être des criminels, fut-ce dans un cadre légal, fut-ce par personne interposée (une armée professionnelle de mercenaires entretenus par nos impôts, par exemple), fut-ce pour obtenir des décorations, fut-ce pour voir notre nom gravé un jour dans la pierre sous une ronflante citation de Charles Péguy. Nous crions : plus jamais la guerre ! Plus jamais la guerre !

PLUS JAMAIS LA GUERRE !!!

Isabelle Cabut

SOMMAIRE

- Contre la sécheresse : l'agriculture écologique, page 4
- Naussac : les bonnes raisons, page 2

- Le verbe à Malville, page 6
- Les squatters du Larzac, page 5

grand rassemblement le 7 et 8 Août

NAUSSAC : LES BONNES RAISONS

D'Y aller!

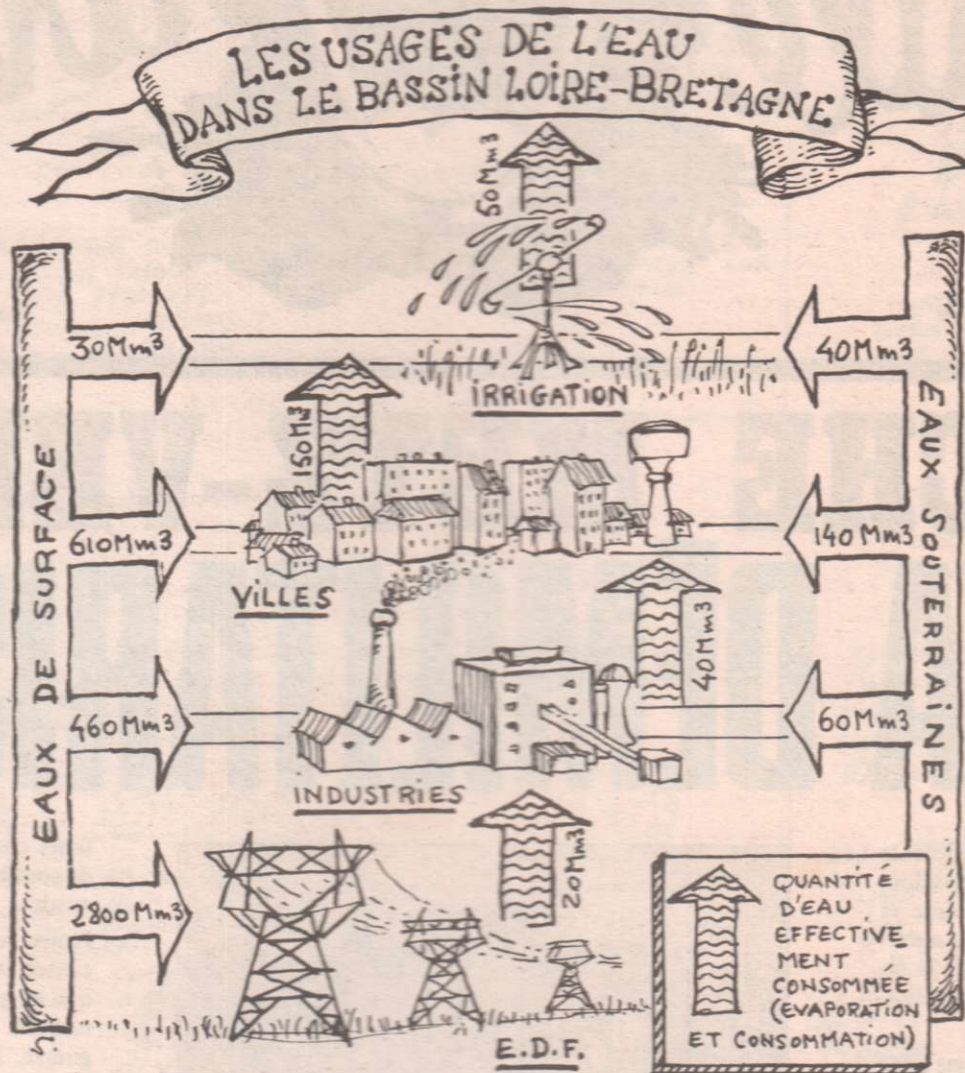
La Loire a un sale caractère. La Loire fait des siennes. La Loire est le fleuve le plus capricieux de France : un étiage ridicule en été (en 1949, on traversait à pied sec à Orléans) et des crues scandaleuses en automne (celles de 1866 a envoyé tout le monde à la baille, les Tourangeaux ne sont pas près de l'oublier). Voilà ce que c'est que la Loire. Mais dans le Val de Loire, il y a des gens qui travaillent, des gens qui n'ont pas que ça à faire, de s'occuper des humeurs fluviales. Alors, depuis dix siècles, ces gens s'obstinent à domestiquer le fleuve. Pour la navigabilité, d'abord. Pour la sécurité des riverains ensuite : depuis le XV^e siècle, la Loire est bordée de digues, de plus en plus longues, de plus en plus résistantes. Mais ça ne suffisait pas ; après la crue catastrophique du siècle dernier, on commença à mijoter des affaires de barrages, modestes, vus les moyens de l'époque. Aujourd'hui, fini le bricolage, on construira quatre grosses retenues plutôt que des dizaines de petites, et c'est Naussac qui inaugure la série. Joignant l'utile à l'agréable, ces retenues permettront de régulariser le cours du fleuve et de ses affluents, donc de faciliter l'exploitation de la ressource « eau » pour les villes, l'agriculture et l'industrie (dont les centrales nucléaires). Le grand rêve enfin réalisé : une Loire docile.

QUESTIONS DE TRÉSORERIE

La sécheresse de ces derniers mois a précipité la prise de conscience : l'eau est un bien économique, l'eau représente un capital, mais un capital qui a la désagréable manie de s'évaporer au moment où on en a besoin. Donc, il faut « thésauriser » l'eau. Dans cette optique, le vaste programme d'intervention lancé dans le bassin Loire-Bretagne prend une signification supplémentaire : non seulement il protège des crues et régularise les cours, mais il « capitalise » le précieux liquide, en le captant dans ses retenues. Quatre ouvrages sont prévus : Naussac, dans le haut-bassin de l'Allier (190 millions de m³, 175 millions de F) ; Villerest, dans la Loire supérieure en amont de Roanne (238 millions de m³, 188 millions de F) ; Serre-de-la-Farre dans la même Loire supérieure, en amont du Puy (160 millions de m³, 190 millions de F) et Chambonchard, sur le Cher en amont de Montluçon (100 millions de m³, 140 millions de F). Total : 550 millions de m³ pour 693 millions de Francs ! Ça fait cher de la goutte d'eau... Mais faut pas être pingre. L'état et l'agence de bassin se sont donc cotisés, mettant respectivement 70 % et 30 % en moyenne. L'état, on sait d'où il tire ses revenus ; l'agence de bassin perçoit des redevances de la part des usagers qui pompent ou déversent dans les cours d'eau dont elle a la charge. Voilà pour la démocratie. Quant aux études de projets, elles ont été confiées à des organismes interdépartementaux ; pour Naussac, c'est la SOMIVAL (Société pour la mise en valeur de l'Auvergne et du Limousin). Voilà pour l'administration.

Paraît que s'il y avait une nouvelle crue centenaire, du genre de celle de 1866, elle ferait 2 milliards de dégâts et 300.000 sinistrés. Evidemment, puisque la population moderne, igno-

Enquête effectuée auprès de l'Agence de Bassin Loire-Bretagne.



rante des phénomènes naturels, vient planter ses villes et ses industries jusque sur le rivage. Bien sûr, l'expansion démographique limite le choix des places. Mais c'est quand même curieux de voir qu'on va vider un peu plus la Lozère au nom justement du manque de place, qui oblige à construire n'importe où... Encore un paradoxe. Comme tout le monde se concentre au même endroit, il n'est pas surprenant que les besoins dudit endroit augmentent. C'est le cas du Val d'Allier, qui nous intéresse pour Naussac. Ceci dit, le même schéma se répète pour le Val de Loire, exactement le même.

TRAVAILLONS PLUS, CONSOMMONS PLUS

Quand on parle des besoins en eau, il faut faire la distinction entre la consommation nette, correspondant aux quantités d'eau prélevées et gardées, et les prélèvements, comprenant la consommation nette plus l'eau rendue après usage dans le milieu naturel. C'est valable notamment pour les centrales.

• La consommation nette moyenne en eau potable dans le Val d'Allier est ac-

tuellement d'environ 1 m³/sec. et passera à 1,5 m³/sec en 1985. Aux heures de pointe, le matin la toilette et à midi la vaisselle, les prélèvements vont jusqu'à doubler, comme c'est le cas pour Clermont-Ferrand par exemple. Les besoins en eau potable sont ceux qui augmentent le plus, avec ceux de l'irrigation (4 % par an). Les usagers en gardent une bonne partie et déversent le reste sous forme d'eaux usées, traitées dans les situations d'épuration. Les villes surtout sont d'énormes consommatrices d'eau.

• Le développement agricole du Val d'Allier est en partie subordonné à l'irrigation : c'est logique, étant donné le type de cultures pratiquées. Les prélèvements instantanés, qui ont lieu bien entendu en période estivale, au moment où le cours de la rivière est déjà bas, sont d'environ 3 m³/sec, avec une consommation nette pratiquement équivalente. Plus les cultures sont sophistiquées, plus elles sont dépendantes de l'irrigation : ainsi les cultures de plein champ nécessitent 800 m³/ha contre 1.500 m³/ha environ pour les cultures maraîchères, horticoles et ar-

boricoles et 2.000 m³/ha pour les cultures sous serres. La quantité de m³ nécessaires est impressionnante, même si la région est surtout productrice de pommes de terres, de blé et de maïs, et non de cultures sous serres. Mais il faut pas mal pomper pour arroser ces immenses exploitations dont le bocage a disparu : là encore, l'homme moderne s'épuise à compenser par un déploiement de gros moyens la pénurie qu'il a lui-même organisée.

• Les besoins industriels (hors EDF) sont sans doute les moins redoutables : si les usines prélèvent beaucoup, elles consomment peu et rejettent une eau plus ou moins propre, selon la sévérité des normes auxquelles elles sont soumises. N'empêche, au moment des prélèvements, il faut au fleuve un débit substantiel ; cependant, la demande ne s'accroît pas. Le problème des usines, ce serait plutôt la pollution.

• Reste l'EDF... la plus grosse utilisatrice d'eau de toutes les industries ! Les prélèvements d'EDF pour 1975 avoisinent 2.800 millions de m³ par an dont 1.000 millions de m³ en étiage, ce qui correspond à un débit en été de 58 m³/sec, à Saint-Laurent, 50 m³/sec, à Nantes-Chevières.

Pour ce qui est de la consommation, il y a encore une subtile distinction à faire entre le système « en circuit ouvert » qui transfère la chaleur directement aux eaux de surface et qui nécessite donc un fort courant (Rhin, Rhône et littoral marin) et le système « en circuit fermé » qui transfère la chaleur dans l'atmosphère sous forme de vapeur : dans ce cas, des tours de réfrigération sont nécessaires, du type de celles qu'il y aura à Dampierre-en-Burly ; elles permettent une consommation d'eau moins forte, de l'ordre de 0,5 m³/sec. pour une tranche de 1.000 MW... sur les quelques 3 m³/sec. prélevés ! Avec l'extension de Saint-Laurent et de Chinon, et la construction de Dampierre, les besoins d'EDF prévus pour 1982 sont de : 3.500 millions de m³ par an. Les consommations nettes correspondantes seront situées entre 135 et 190 millions de m³ par an. Autant d'eau de perdue sans compter les centaines de millions de m³ rejetés, certes, mais irradiés et réchauffés.

Conclusion des esprits penseurs : « ces chiffres suffisent à montrer l'impérieuse nécessité d'un réservoir de régulation sur le simple plan quantitatif ». Non, non et non. Ces chiffres montrent surtout qu'on ne remet pas en cause l'axiome selon lequel les besoins énergétiques doublent tous les dix ans. Et l'alternative, alors ? Est-ce qu'il n'y a pas d'autres moyens de faire pousser le maïs qu'à coup d'hectolitres ? Est-ce qu'on ne peut pas faire sa vaisselle autrement qu'avec la machine ? Est-ce que le nucléaire est la seule forme d'énergie ? Toutes ces techniques sont sources de gaspillage des ressources naturelles, et ce n'est pas parce qu'on se mettra à thésauriser l'eau qu'elle deviendra un bien inépuisable. Quand bien même il n'y aurait que cela, on devrait réfléchir avant d'entreprendre ces barrages. Mais il y a aussi les habitants des villages inondés, les zones agricoles détruites et l'équilibre naturel perturbé. On en parlera la prochaine fois.

Catherine Decouan

LA PSYCHOSE DE LA RAGE

LA rage aux portes de Paris... Nous risquons d'entendre souvent cette nouvelle à la radio cet été ou de la lire dans les journaux. L'avance de la rage est en effet une bénédiction pour les journalistes en mal de copie. On a même annoncé - ce qui a été démenti - des cas de rage à Paris...

« France-Soir » a récemment titré en gros caractères : « Mordue le vendredi par son chat, elle a la rage le dimanche ». C'était faux et d'ailleurs impossible en raison de la durée d'incubation de la maladie. Mais la rage fait vendre les journaux à sensation. Alors, pourquoi se gêner ?

Elle est aussi une bonne affaire financière pour bien d'autres gens. Les chasseurs et les gardes empochent des primes pour chaque renard tué, sur présentation de la queue. Et comme les queues sont payées plus cher dans l'Est que dans le Midi, il s'est créé un trafic de queues de renards entre les deux régions. Les fourreurs sont aussi de grands bénéficiaires de l'hécatombe de renards. Quant aux laboratoires pharmaceutiques et aux vétérinaires, la psychose antirage, en poussant aux vaccinations, fait indirectement leur affaire.

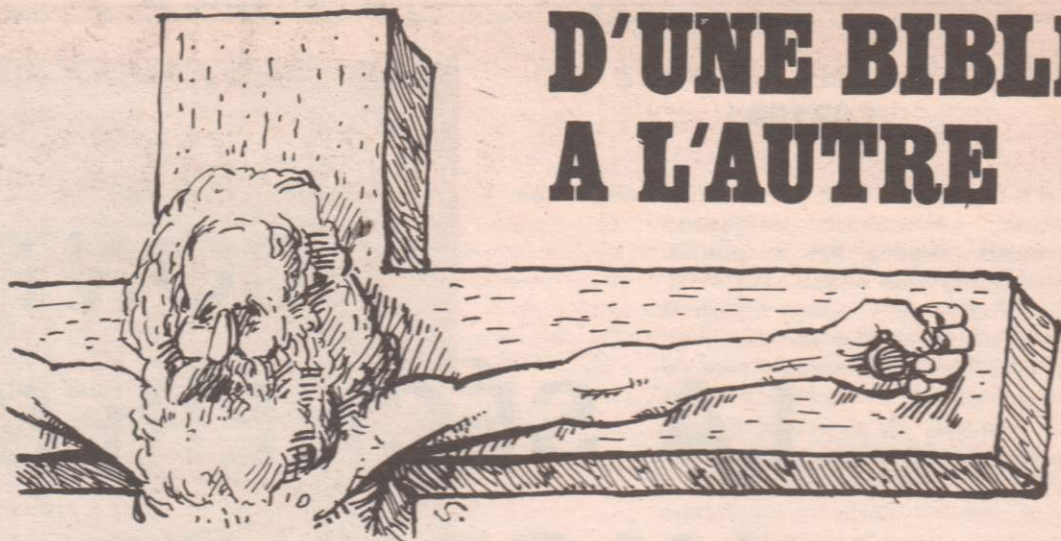


Si la rage avance si vite vers l'ouest et le sud, c'est en raison des destructions de renards qui, en principe, devaient la stopper. En effet, les renards malades venus de l'est ont sans cesse comblé le vide provoqué par les massacres. Et ceux-ci ont eu des conséquences dramatiques : l'acide cyanhydrique utilisé contre les renards a déjà fait des victimes humaines : le centre d'études de la rage de Nancy reconnaît officiellement deux morts, et il y en a vraisemblablement eu d'autres, mais les enquêtes ont été vite étouffées. La rage, elle, n'a pas fait un seul mort depuis sa réapparition en France.

Rappelons qu'une association s'est créée pour s'opposer aux massacres des renards : les Amis des Renards et autres Puants (ARAP), 50, rue Molitor, 75016 Paris.

J.J.B.

D'UNE BIBLE A L'AUTRE 2



L'épaisseur même de l'œuvre de Marx joue contre sa diffusion. Cette raison toute matérielle peut en partie rendre compte du centralisme démocratique. Mais elle ne l'excuse pas. Comment accepter de voir recourir en plein XX^e siècle à l'argument d'autorité ? Comment tolérer qu'on nous soumette à une manipulation politique resurgie d'un lointain où on n'avait pas encore inventé l'imprimerie ? Et qu'on se permette d'accuser les « masses » tantôt de passivité, tantôt de déviationnisme, alors qu'elles n'ont aucune connaissance de la loi - un certain marxisme - au nom de laquelle on les juge ?

Mais laissons cela. Supposons maintenant toutes les conditions réunies pour une lecture complète et sans intermédiaires des œuvres de Marx. Supposons les « masses » converties et discutant librement de « leur » pensée. Que se passe-t-il ?

Rien d'autre que ce qui est arrivé au protestantisme. On verra naître plein de sectes qui referont chacune tout le chemin. Qui imposeront aussitôt une façon de clôture à leurs prosélytes : fidélité aux institutions dont elles se seront dotées, respect des options prises sur le texte de base, pressions exercées sur tous ceux qui débordent du cadre, naissance de nouveaux spécialistes et qui savent...

Rien d'autre, finalement, que ce qui est déjà arrivé au marxisme dans sa version communiste actuelle. C'est désespérant ? Non ! C'est libérateur...

Libérateur, car cela prouve qu'on ne se réfère jamais impunément à un penseur, qu'il soit fils de Dieu ou du Peuple, et que la sécurité qu'il nous apporte nous conduit automatiquement à notre mise en tutelle. Plus nous en saurons dans le cadre d'une pensée donnée, plus nous aurons de chance

de nous y faire enfermer et de nous voir accuser comme d'un péché, d'une félonie ou d'un crime d'État de tel ou tel contresens. Qu'on soit en familiarité avec un penseur ou qu'on se contente de marcher au son de slogans dont l'articulation vous demeure impénétrable, le résultat est le même : il faut en dernier recours faire confiance à une équipe qui fonde son pouvoir sur la « ligne » qu'elle détermine.

De là à vouloir se priver de toute référence, à refuser non seulement Jésus, Marx ou Mao mais toute tentative de constituer un nouveau champ de réflexion, comme en écologie par exemple, cela semblerait logique. Ça ne l'est pas. Car ce n'est pas la pensée en elle-même qu'il faut craindre mais l'usage qu'on en fait, et il est malheureusement évident qu'un usage serait fait de votre absence de pensée comme de votre inféodation à une pensée. La libération commence donc au moment précis où on porte son attention sur le phénomène qui nous enclôt dans une pensée, nous en fait les serviteurs : nous autorise à oublier que toute pensée n'est qu'une hypothèse. La libération, c'est de pratiquer une sorte d'hygiène de la pensée qui en élimine le totalitarisme.

Cette hygiène peut se pratiquer à trois niveaux. D'abord, en analysant mieux à quoi obéit notre besoin de référence. Ensuite, en essayant de percevoir quel usage tel penseur, tel mouvement attendent qu'on fasse d'eux : il y a ceux qui appellent aux genuflexions de masses, par exemple, et ceux qui offrent un espace au sens critique... Enfin en cherchant les meilleures conditions pour qu'une pensée, un mouvement, soient populaires sans risquer de nous faire sombrer dans un nouveau terrorisme.

Lambert

SEVESO : la face cachée d'Hoffman-La Roche

Seveso : une fabrique de cosmétiques (Icimesa-Givaudan) lâche un nuage de dioxine dans la nature. Panique. Évacuation. Cheptel décimé. Gros titres dans la presse : « malheureux accident ». Mais ce n'est pas un accident. C'est un avatar du fonctionnement normal du système capitaliste. Un toubib, spécialisé dans le traitement des maladies de la peau, dépasse ce « fait divers » pour aller plus loin :

« Sous l'appellation Roche SA, les laboratoires Hoffman-La Roche, responsables de la pollution de

Seveso, commercialisent leurs produits en France. Avec les découvertes des synthèses sur les vitamines, ils se sont acquis une solide notoriété. Mais au fil des années et cela depuis vingt ans environ, la notion de profit ayant largement prévalu sur celle d'utilité, le bel édifice vole en éclats. Voici quelques exemples démonstratifs qui concernent la dermatologie :

1) La Beflavine injectable (vitamine du groupe B) est l'un des rares remèdes efficace contre l'acné rosacée oculaire pouvant entraîner la cécité. Roche l'a supprimé de son catalogue parce que jugé non rentable. De nombreux dermatologues interviennent à tous les niveaux, dont le père Degas. Après plusieurs années de lutte la Beflavine revient sur le marché (non remboursé par la Sécurité Sociale).



2) Le Librax = Librium (tranquillisant) + bromure. Aucun effet secondaire n'est signalé dans le Vidal (bréviaire des médecins). Or ce médicament provoque très souvent des bromides.

3) Le Bactrim, sulfamide qui représente 22 % du chiffre d'affaires de Roche-France et plus de 10 % de la consommation globale de tous les antibiotiques ou assimilés, est probablement l'un des produits les plus dangereux de tout le Vidal. Ce dernier mentionne simplement : a) contre-indiqué chez les prématurés, les nouveaux-nés, les intolérants aux sulfamides, b) effets secondaires : rares manifestations cuta-

nées imposant l'arrêt du traitement. Or, contrairement à ce qui est dit ce sulfamide utilisé « larga manus » donne lieu à de nombreuses intolérances, prenant le plus souvent une allure grave : éruptions cutanées les plus diverses, et surtout le dramatique syndrome de Lyell, mortel une fois sur deux. Or, ce produit est présenté aux médecins comme un remède atoxique de consommation courante : un enfant de cinq ans, fils d'un confrère, est mort par le Bactrim, traité pour un coryza banal. Comble de l'hypocrisie publicitaire criminelle, le laboratoire propose une forme « pédiatrique » à utiliser à partir de six semaines. Il est probable que le Bactrim a fait plus de dégâts que le Chloramphénicol, bête noire des antibiotiques. Combien de médecins le savent ?

Il paraît donc urgent de réformer les circuits d'information :

1) le livre du Dr Pradal est plus rigoureux que le Vidal : son édition n'est pas financée par la publicité des laboratoires ;

2) une vigilance draconienne devrait présider à l'autorisation du visa de mise en vente d'une nouvelle spécialité. Trop souvent, l'on sent les pots de vin à la Lockheed, tant au plan de l'expertise qu'à celui de l'administration.

Je n'ai mentionné ici que quelques aspects de la iatrogénèse primaire engendrée par les produits Roche. La iatrogénèse secondaire induite par les tranquillisants (librium-vallium) dont l'invasion est planétaire est plus sujette à contestation. Le boycott des produits Hoffmann-La Roche serait une solution non-violente élégante, utile pour la santé du plus grand nombre. »

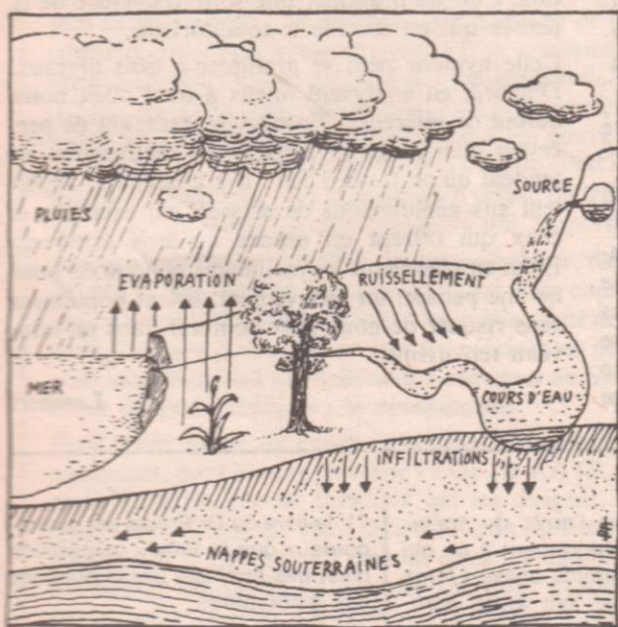
Docteur Vion.

CONTRE LA SÉCHERESSE L'AGRICULTURE ÉCOLOGIQUE

L'AGRICULTURE industrielle dérègle le cycle de l'eau. Elle gaspille et pollue ce liquide précieux et rare. Seule solution intelligente pour faire face à la sécheresse : l'agriculture écologique.

L'AGRICULTURE INDUSTRIELLE DÉRÈGLE LE CYCLE DE L'EAU.

L'eau suit dans la nature un cycle perpétuel que l'on peut très schématiquement et incomplètement représenter de la façon suivante :



- Le déboisement et ses conséquences.

La plante peut être considérée comme une sorte de mèche évaporante servant au transfert de l'eau du sol dans l'atmosphère. Mais c'est une mèche vivante avec ses réactions propres, ce qui explique qu'une plante peut très bien « avoir les pieds dans l'eau » et souffrir quand même de la sécheresse.

Si on raisonne dans l'abstrait en considérant la plante comme une mèche inerte, on peut définir une évapotranspiration potentielle (ETP) égale à la somme de l'évaporation et de la transpiration d'un couvert végétal vigoureux et bien alimenté en eau. Cette ETP théorique est indépendante de la nature du couvert végétal. Lorsque les réserves d'eau du sol baissent, la plante éprouve de plus en plus de difficultés pour s'alimenter. L'évaporation réelle du couvert végétal (ETR) devient alors de plus en plus inférieure à l'ETP ; parallèlement,

en agriculture, les rendements baissent de plus en plus. A partir d'un certain moment, la plante n'arrive plus à extraire suffisamment d'eau pour assurer sa subsistance et elle meurt.

L'ETP à l'échelle d'une petite surface (un champ par exemple) varie considérablement au cours de la journée. Elle est à peu près nulle sous nos climats au lever du jour, puis passe par un maximum vers midi (heure solaire évidemment). Par ailleurs, la plante, compte tenu de ses limites anatomiques et physiologiques, ne peut véhiculer par unité de temps qu'un volume d'eau limité que nous appellerons Qm.

Lorsque la demande en eau est supérieure à l'offre (ETP > Qm), le végétal réagit contre le dessèchement en fermant ses stomates. Ce qui entraîne automatiquement une diminution ou même un arrêt de la photosynthèse provoquant une baisse de rendement. L'ETP dépend, entre autres, d'un facteur essentiel : le vent ; plus le vent souffle et plus la demande en eau au niveau des plantes est forte et plus ces dernières risquent de souffrir de la sécheresse.

Les arbres freinent le vent et limitent donc l'évapotranspiration en un lieu donné, augmentent l'humidité de l'air, favorisent le dépôt de la rosée, captent les gouttelettes d'eau en suspension dans l'air, les zones boisées limitent l'élévation de la température de l'air (dans la région de Moscou, la suppression de 40 millions d'hectares de forêts a produit une élévation de la température moyenne annuelle de 1°C).

Enfin, les zones boisées accroissent globalement (et non en un lieu donné) l'évaporation et élèvent ainsi en altitude la teneur de l'air en vapeur d'eau. Ceci a pour effet un accroissement des précipitations que l'on a pu constater dans des proportions très variables selon les régions (20 à 60 % au Jutland, 10 à 15 % au Tennessee, 5 % en Europe Centrale).

En agriculture industrielle, les haies, les bosquets et les zones boisées en général sont condamnées pour des raisons dues à la rentabilité financière immédiate : ombre sur les champs ; abri d'une faune et d'une flore « nuisibles » ; gêne pour les machines ; place perdue pour les cultures ; compétition entre les arbres et les cultures.

- l'assèchement des zones humides.

Outre le fait qu'elles abritent une faune et une flore d'une exceptionnelle valeur, les zones humides sont de remarquables éléments régulateurs du cycle de l'eau, absorbant les eaux des crues et les restituant en période de sécheresse. Le drainage d'un marécage, par la baisse du niveau de la nappe phréatique qui en découle, condamne donc à la sécheresse non seulement le terrain drainé, mais aussi et surtout les terres voisines. Citons le cas du « marais Vernier », dont le drainage fut

photo Bruchet-VIVA



CIGOGNES KAPUTT

D'après la Société ouest-allemande d'ornithologie, la sécheresse risque de faire disparaître complètement les cigognes de l'Allemagne Fédérale. Les marais étant les cigognes ne peuvent plus trouver leur nourriture de base : escargots, grenouilles et autres bestioles.

Il y avait 2670 couples de cigognes en 1907. En 1987 n'en restait plus que 400. Prévisions pour 2000 (si la sécheresse persiste) zéro cigogne.

financé par le plan Marshall, dans la région de Tancarville. Il devait devenir l'« Ukraine normande », mais en fait, à l'heure actuelle, il est surtout constitué de friches incultivables ; les milliers d'hectares des anciens marais vendéens n'ont guère meilleure allure. On peut considérer qu'en France 90 % des anciennes zones marécageuses ont été asséchées, généralement pour favoriser indirectement certains gros intérêts financiers. Ceci ne veut pas dire, bien entendu, que tout drainage ponctuel soit forcément à exclure en agriculture écologique.

DES TECHNIQUES CULTURALES JUDICIEUSES PERMETTENT D'ECONOMISER ET DE BIEN UTILISER L'EAU

1) l'enrichissement du sol en matière organique.

Les sols riches en humus ont une capacité de rétention de l'eau très supérieure à celle des sols pauvres et souffrent beaucoup moins que ces derniers de la sécheresse. Il est significatif qu'en ce moment les maïs semés après une vieille prairie naturelle sont nettement plus développés que les autres.

2) l'amélioration de l'infiltration de l'eau.

Les fortes pluies orageuses, qui ont tendance à ruisseler sur le sol, sont plus nuisibles qu'utiles si on ne favorise pas leur infiltration. Pour cela, il faut dans toute la

AU LARZAC : POLITIQUE DE LA TERRE BRULÉE OU VANDALISME D'ÉTAT.



photo Molinier

LE 8 février 1972, lors d'une conférence de presse rue Saint Dominique, Debré, alors ministre de la Défense Nationale, avait tenu ces propos : « ... Ce ministère (de la Défense) peut se présenter comme un des très grands défenseurs de l'environnement, d'UNE MANIERE INCONSCIENTE pour une part, d'une manière très consciente de l'autre. »

Sur le moment, nous n'avions pas compris. Nous savions bien qu'il fallait une bonne part d'inconscience, et, comme on dit : de l'estomac, pour décréter « d'utilité publique » une opération destinée à transformer en désert tout une région agricole. Mais quel rapport entre cette inconscience et la défense de « l'environnement » ? L'autre jour, nous avons compris. Le vendredi 16 juin dernier, vers 9 heures du soir, alors que nous partions pour une réunion, trois d'entre nous ont croisé sur la petite route qui conduit à Saint Martin et à la Blaquièrre, quatre véhicules légers de la gendarmerie mobile. Léontou, passionné de chasse au gendarme et au militaire, fait aussitôt demi tour, et nous les suivons... jusqu'à Cap d'Ase, une vieille ferme caussenarde comme il en restera bien peu d'ici quelques années, on en jugera par ce qui suit.

CASSEURS GALONNÉS

Ce détachement de la gendarmerie précédait d'une heure environ une compagnie (12 camions) du 126° RI de Brives qui venait effec-

tuer des manœuvres de nuit. Le lendemain à 7 heures, relève de cette compagnie par une autre, à laquelle s'était joint un groupe du Génie. Le Colonel commandant du camp, interrogé par un conseiller général sur ce déploiement de forces insolite, avait répondu la veille au soir qu'il s'agissait de manœuvres, ordinaires en quelque sorte.

Or, le samedi à 10 h 30, on entend une forte explosion suivie d'une épaisse colonne de fumée au-dessus de Cap d'Ase. « Ils font sauter Cap d'Ase », lâche quelqu'un, mais comme une boutade. Et c'était vrai ! Dieu, les habitants de Millau viennent à Cap d'Ase le dimanche constater jusqu'où peut aller la bêtise humaine de grands dadaïstes s'amusant à détruire d'un pet ce qui a demandé sûrement des années à construire. Cap d'Ase venait d'être achetée par l'armée qui a voulu en rendre l'occupation impossible. Deux charges d'explosif ont été disposées dans les deux citernes et une troisième, fort judicieusement, à une croisée de voûtes. Résultat : une citerne crevée, une autre endommagée, un trou de un mètre de diamètre à la clef de voûte. Et toutes les menuiseries, portes et fenêtres arrachées et jetées en tas à l'extérieur. Des inconscients, on vous dit !

Or, le même matin de ce samedi-là, un huissier présentait aux 14 occupants de trois fermes achetées par l'armée, une assignation en référé, pour comparaître le lundi 2 Août au Tribunal de Millau, l'expulsion ayant été demandée par le Ministre de la Défense.

QUI SONT LES SQUATTERS DU LARZAC ?

Aux Truels : cette ferme de 87 ha dont 10 labourables, abandonnée depuis 20 ans, a été achetée courant 1974 par l'armée. Le 5 octobre de la même année, 2 familles issues de la communauté de l'Arche avec en tout 4 enfants et 2 célibataires sont installés par les paysans et le comité millavois de défense du Larzac. Deux ans après, des ruines sont relevées, des terres mises en culture, un troupeau de brebis produit du lait, et la petite communauté vit de la vente des fromages. Les enfants vont à l'école du Larzac.

Des gens heureux de vivre en travaillant, parfaitement enracinés dans la terre et parmi les gens du cause.

Au Cun : un an après les Truels, le 4 octobre 1975, 5 objecteurs, l'un avec sa femme et maintenant un bébé, sont de même installés par les paysans du Larzac et leurs amis dans les bâtiments d'une ferme vendue à l'armée par un spéculateur (10 fois plus cher qu'à l'achat !). Après un an, le Cun est vraiment devenu le « centre de recherche pour la paix et la non-violence » qu'il se voulait dès le départ, organisait rencontres et sessions.

Pour gagner leur vie les objecteurs du Cun, insoumis à l'ONF, donnent des coups de mains dans les fermes.

A Montredon : un jeune couple avec un bébé anime l'association Larzac-Université, créée il y a 2 ans pour promouvoir des échanges et des stages, sur des thèmes proposés par la population locale. Une expérience très prometteuse si l'on en juge par les principaux stages déjà réalisés avec le concours d'universitaires venant surtout de Paris VII et de Lyon, sur des thèmes aussi divers que :

- « La médecine vétérinaire des brebis »,
 - « la liberté », « l'aménagement du territoire »,
 - « l'énergie solaire », « l'histoire de Millau et de sa région ».
- En outre, José et Alice s'essayent eux aussi à la culture biologique.

Le plasticage de Cap d'Ase est une justification supplémentaire de l'occupation des quelques fermes achetées par l'armée.

Pour les occupants, pour les paysans et leurs amis, le slogan « garder le Larzac » ne veut plus seulement dire en conserver la beauté et la vocation agricole, mais de plus en plus, littéralement : monter la garde. Une garde active, constructive, et vigilante contre ceux-là même qui sont sensés les protéger.

Roger Moreau

Les dates des expulsions éventuelles sont encore indéterminées. Pour aider les occupants : leur écrire pour dire où vous joindre par la poste ou au téléphone en cas de besoin de renfort. Les Truels - 12100 - Millau. - Centre du Cun - La Blaquerrière - 12230 - La Caislerie. - José Boné - Larzac Université - Montredon - 12 - Nant.

Joseph Pousset

mesure du possible travailler le sol et tracer les rangs en suivant les courbes de niveau. Si la pente est trop forte, il faut laisser le sol en prairie ou faire des terrasses.

L'infiltration de l'eau est également améliorée par les binages, mais à condition que ceux-ci soient effectués judicieusement ; un binage mal fait peut avoir l'effet inverse de celui qu'on recherche. Il ne faut biner que pour briser une croûte de battance empêchant l'eau de s'infiltrer. Il ne faut pas remuer la terre lorsque cela risque d'accélérer simplement l'évaporation.

De même, le sous-solage effectué avant une pluie peut avoir un effet bénéfique en terre battante. Mais ne pas oublier que dans certains cas il peut avoir un effet de drainage.

3) La couverture du sol.

Une couverture intelligente du sol est un moyen capital de lutte contre la sécheresse (et également d'ailleurs contre l'excès d'eau). Sauf cas très particuliers, il ne faut jamais laisser le sol nu ; la couverture du sol pourra se faire de plusieurs façons :

- par les plantes cultivées ou spontanées et par les engrais verts. C'est la meilleure couverture qui soit, à condition, là encore, de bien savoir l'utiliser. Car une culture mal conduite peut assécher le sol au lieu de garder son humidité (c'est assez souvent le cas du ray-

grass) ; on choisira des plantes à développement relativement faible, mais couvrant bien le sol (du type trèfle blanc nain).

- par le « mulching ». On désigne habituellement sous ce nom la technique consistant à épandre sur le sol une couche de débris végétaux plus ou moins épaisse, le plus souvent de la paille. Cette technique est excellente pour conserver au sol son humidité en limitant l'évaporation et développer la vie microbienne à la surface du sol. Le mulching à l'aide de feuilles de plastique est à proscrire en agriculture écologique.

4) la limitation de l'évaporation par le boisement.

5) faciliter un enracinement puissant des plantes, en fissurant le sol en profondeur (sous-solage) et en laissant correctement se décomposer les matières organiques en surface, pour éviter qu'elles forment des paquets s'opposant à la descente des racines.

6) augmenter la vie microbienne par tous les moyens possibles, pour obtenir un sol à structure bien stable ne se dégradant pas sous l'action d'une violente pluie d'orage et conservant bien l'eau.

7) améliorer l'infiltration des pluies d'automne en déchaumant immédiatement après la moisson et en mettant en place un engrais vert.

DORMEZ. ON PENSE POUR VOUS.

COMMENÇONS par le bas : le métro sur pneus. Apparemment, ça part d'un bon mouvement : sollicitude pour les fesses des prolétaires (c'est naturellement par pure coïncidence que les sous-traitants et fournisseurs de la RATP, dont Michelin, ramassent des miettes de quelques milliards). Bon, voyons le résultat. Le résultat, c'est que les imbéciles diplômés qui ont pondu le métro sur pneus ont oublié 1) que les prolétaires ont besoin de respirer, 2) qu'il y aurait bien plus de chaleur produite par le frottement qu'avec les roues en métal et 3) que, sous tunnel et même à l'air libre, sur les lignes aériennes, l'évacuation de chaleur se ferait mal. D'où une pollution thermique gênante en hiver, insupportable en été.

Est-ce un hasard si les attaques des loulous prennent pour cibles les prolétaires affolés, anéantis par la chaleur ?

Passons rapidement sur les grandes réalisations urbanistiques de la IV^e République et des règnes gaullien et pompidolien : l'université de Jussieu, mine inépuisable d'amante cancérigène ouverte au cœur de Paris ; les abattoirs de la Villette et ses rampes prévues pour l'élite sportive de la race porcine ; la tour Montparnasse et les gruyères qui l'entourent, qui n'arrivent pas à trouver de clients assez cons pour s'y loger. Heureusement ! Voir les malheureux employés du gratte-ciel de la gare de Lyon qui deviennent dingues dans leur cage de verre prévue pour être climatisée ; le trou des Halles qu'on a creusé et qu'on commence à recomblir après un ou deux ans de réflexion ; le château de cartes du Centre Pompidou du plateau Beaubourg, monument de connerie et de laideur qui, espère-t-on, ne sera pas impérissable.

Pas la peine d'insister sur les motivations sonnantes et trébuchantes de ces grands travaux. Ces motivations ont des raisons sociales (si j'ose dire) connues de tous, telles que Francis Bouygues par exemple.

Tout ça pour dire 1) que si le mot de « technocrates » est d'invention récente, la chose est ancienne ; que lesdits technocrates ne se sont jamais fait d'illusions sur leur « mission » ; 2) que si les technocrates s'en donnent aujourd'hui à cœur joie et sévisent de plus en plus, ce n'est pas une question de régime, parlementaire ou quasi monarchique. « Il y a beaucoup d'imprudence, dit Mitterrand, à croire que les peuples (...) accepteront longtemps d'être tenus en laisse (...) ». Qu'en pensent les technocrates qui séviront lorsque François sera au pouvoir ? 3) que la concentration du capital, national ou multi, n'est qu'un facteur parmi d'autres : on peut être sûr qu'à défaut de travaux, le capital aurait trouvé d'autres « créneaux » qui rapportent.

Bref il s'agit d'une évolution de longue haleine, datant du siècle dernier et peut-être de bien plus loin, qui nous conduit, nous autres, à baver d'admiration devant les réalisations de la Science et de la Technique, à gober ce que les spécialistes nous proposent puis nous imposent et finalement à renoncer au bien le plus précieux du peuple français : la rouspétance.

Pour lutter contre les essais de bombes, les Pluton, les centrales nucléaires, pour mettre en cause l'EDF, la RATP, le CEA, Fratom et les grands cerveaux qui les dirigent, il faut ramener contre un courant qui vient de loin. Partis sur cette contestation, comme on le fait un peu partout dans les campagnes les plus menacées, Mururoa, La Hague, Malville, Braud, etc., on ne pourra plus s'arrêter. La défense des intérêts locaux n'est qu'un point de départ. La victoire sur le monstre froid du Progrès implique l'écrasement du monstre aimable et rassurant des élites-qui-pensent-pour-nous.

Tu t'imagines qu'une fois libéré, tout va baigner dans l'huile ? Détrompe-toi. Faudra en baver.

Pierre Jacques

Imbéciles ? Que non. L'imbécile, c'est moi. Eux ils ont bien pigé le système. Vous avez trop chaud, bonnes gens ? On va vous réfrigérer. Surtout ne croyez pas ce qu'on vous a appris au CET ou au lycée : qu'on ne peut pas fabriquer du froid sans produire au moins autant de calories. Les technocrates, il est vrai, ont tendance à oublier ce détail : c'est leur femme de ménage qui nettoie le cul du frigo et constate de visu que ça chauffe. Si ça se trouve, c'est les mêmes malins qui ont fait fortune sur le métro à pneus et qui vont doubler leur pécule en fournissant maintenant la réfrigération. Voir du côté de Thomson-Brandt et d'Alsthom-C.G.E.

MALVILLE: LA PAROLE SUBVERSIVE

« Tout ce qui contribue à donner à ceux qui sont en bas de l'échelle sociale le sentiment qu'ils ont une valeur est dans une certaine mesure subversif » (Simone Weil)



L'ENVIE de parler, c'est subversif. Les morts se parlent par gestes immobiles. En ce moment, les morts roulent sur l'autoroute du soleil. Dans 24 h, on recensera les vrais morts, enfin, les morts homologués, reconnus. Trois cents pour le rush d'août. C'était prévu. Les morts qui ont échappé à l'hécatombe, une grosse majorité, grâce à « Bison futé », vont faire leurs pauvres gestes de vacances. C'est prévu aussi. Puis ils rentreront mourir entre leurs traites-boulets et leur chef de burlingue. Tout est prévu. Tout est prévisible.

La grosse question, c'est : « pourquoi ? ». Tout homme de bonne volonté se pose la question. Y a pas de réponse, parce qu'il n'y a pas de recette. Pourquoi les dominés, plus nombreux que les maîtres, et de loin, se laissent-ils embaumés par les dominants ? La Boétie posait la question en 1574 dans un livre « Discours de la servitude volontaire », réédité ce mois-ci par Payot, avec commentaires enrichissants de P. Clastres et C. Lefort.

Ce sera, si vous le voulez bien, le best-seller des plages de sable chaud. Y a pas que les légionnaires dans la vie.

La Boétie répond : parce que les hommes aiment leur servitude. Peur des responsabilités, peur de l'autonomie, masochisme. Et surtout : non-conscience de leur force. Impression coupe-jarret d'une impuissance collective que l'enseignement de l'Histoire a enfoncée dans les mémoires et les consciences. Les dominants poussent à la roue. Tout ce qui peut affaiblir l'homme, ils le mettent en œuvre. L'affaiblir, c'est-à-dire l'empêcher de savoir, de communiquer son savoir, son vécu, et par voie de conséquence, d'aimer, au sens large. Les révoltes individuelles se noient dans cette espèce d'édredon collectif qui assourdit, étouffe, ne répercute pas, sépare. Parfois, on a une révolution. Simone Weil écrit : « A certains moments de l'histoire, un grand souffle passe sur les masses : leurs respirations, leurs paroles, leurs mouvements se confondent. Alors, rien ne leur résiste. Les puissants connaissent à leur tour, enfin, ce que c'est que de se sentir seul et désarmé : et ils tremblent. Tacite, dans quelques pages immortelles qui décrivent une sédition militaire, a su parfaitement analyser la chose. « Le principal signe d'un mouvement profond, impossible à apaiser, c'est qu'ils n'étaient pas disséminés ou manœuvrés par quelques-uns, mais ensemble ils prenaient feu, ensemble ils se taisaient, avec une telle unanimité, une telle fermeté qu'on aurait cru qu'ils agissaient au commandement ». Nous

avons assisté à un miracle de ce genre en juin 1936, et l'impression ne s'en est pas encore effacée. De pareils moments ne durent pas, bien que les malheureux souhaitent ardemment les voir durer toujours. Ils ne peuvent pas durer parce que cette unanimité, qui se produit dans le feu d'une émotion vive et générale, n'est compatible avec aucune action méthodique. Elle a toujours pour effet de suspendre toute action et d'arrêter le cours quotidien de la vie. Ce temps d'arrêt ne peut se prolonger : le cours de la vie quotidienne doit reprendre, les besognes de chaque jour s'accomplir. La masse se dissout de nouveau en individus, le souvenir de sa victoire s'estompe. La situation primitive, ou une situation équivalente se rétablit peu à peu. Et bien que, dans l'intervalle, les maîtres aient pu changer, ce sont toujours les mêmes qui obéissent » (1).

Ne dirait-on pas une analyse anthume de la révolution des œillets au Portugal ou de mai 68 en France ? Simone Weil nous l'indique : il faut donc éviter que la révolution soit un entracte joyeux, un chahut mai soixante-huitard. La révolution, il faut l'étendre à tous les aspects, les moments de la vie quotidienne, de manière à ce qu'elle ne se dissolve pas dans l'instant. Vivre l'instant. Ouais, je sais, plus facile à écrire qu'à réaliser.

En attendant, on peut essayer de briser le silence, de faire communiquer, de dire ce qu'on sait, ce qu'on a senti, de susciter l'appétit de connaissances, lequel est subversif pour la dominance qui le réprime en tant que tel (loisirs de masse, presse contrôlée, télé-spectacle). Répliquons avec nos journaux différents, nos écoles buissonnières et notre information-relais. Jean-Luc Godard, à la télé, va encore parler quatre semaines à 20 h 30 le dimanche sur FR3. Vous seriez impardonnable de ne pas l'écouter vous communiquer ce qu'il sait et ce qu'il ressent. Sauf si vous êtes en train de communiquer à deux sur une île déserte et désertée par le réseau EDF.

Malville ! Pourquoi Malville et pas Braud-St. Louis, La Hague ou Fessenheim ? Par affinités électives, rapprochement historique (Malville est à quelques kilomètres de Bugey) et aussi parce qu'il faut bien poser un jour son cul quelque part. L'information à Malville a fait un chemin inimaginable depuis le 3 juillet. Dans bon nombre de villages, des comités locaux se réunissent. On est aux actions d'avenir qui vont de la manifestation de masse aux récréations en petit comité. Les flics savent lire et ils ont une oreille partout. Ils savent donc déjà que tout sera tenté pour empêcher que les travaux de Super-Phénix ne se poursuivent. L'EDF et la NERSA ont besoin de courant électrique sur le site. On s'occupera donc des pylones. Les paysans n'accepteront pas cette occupation électrique de leur territoire. On s'occupera aussi des entreprises qui terrassent et gros-œuvrent. Là, pas de détails. Sachez seulement que les ouvriers qui y travaillent peuvent, si on leur parle, comprendre ce qu'ils y font, même si le système les fait venir de l'étranger pour justement couper toute communication. Enfin, il existe à la tête du nucléaire, des gros bonnets qui se croient protégés par la loi et la police. Il faudra bien un jour les rencontrer...

Arthur

N.B. : L'accueil à Malville reste à Poleyrieu. Mais on peut « militer » contre Malville sans y être jamais venu.

(1) Simone Weil : « Oppression et liberté » (Gallimard 1955).

□ **ILS N'HABITENT PLUS CHEZ LEURS PARENTS...** le 3 février 1976, au soir du procès de Jean-Louis Soulié condamné pour insoumission par le tribunal permanent des forces armées de Metz, deux autres insoumis, également membres d'I.C.I. (insoumission collective internationale), se faisaient volontairement arrêter : Philippe Guyen, de Belfort, et Jean-Luc Stote, de Sainte-Marie-aux-Chênes (Moselle), voulaient ainsi manifester leur solidarité avec Jean-Louis et tous les réfractaires. Ils sont emprisonnés depuis à la maison d'arrêt Maurice-Barrès à Metz, dans l'attente de leur procès, procès-mascarade puisqu'une circulaire ministérielle stipule que tout insoumis doit effectuer 21 mois de prison pour être considéré comme libéré de ses obligations de service national...

Philippe Guyen et Jean-Luc Stote ont actuellement deux compagnons de prison incarcérés pour les mêmes raisons : Bertrand Kugler et Claude Besnard.

Soutenez Jean-Luc Stote, Philippe Guyen, Claude Besnard, Bertrand Kugler... et tous les autres !...

- Ecrivez-leur à la maison d'arrêt Maurice-Barrès, B.P. 1071, 57038 Metz-Cedex.

- Ecrivez au président du tribunal permanent des forces armées, 31 rue du Cambout, 57000 Metz, pour affirmer votre solidarité avec les insoumis et exiger leur libération.

- Adhérez aux comités de soutien et aidez-les. - « Mobilisez-vous » (sic...) en vue des procès.

Comité de soutien à Jean-Luc Stote, Guy Weisse, 5, rue Taison, 57000 Metz.

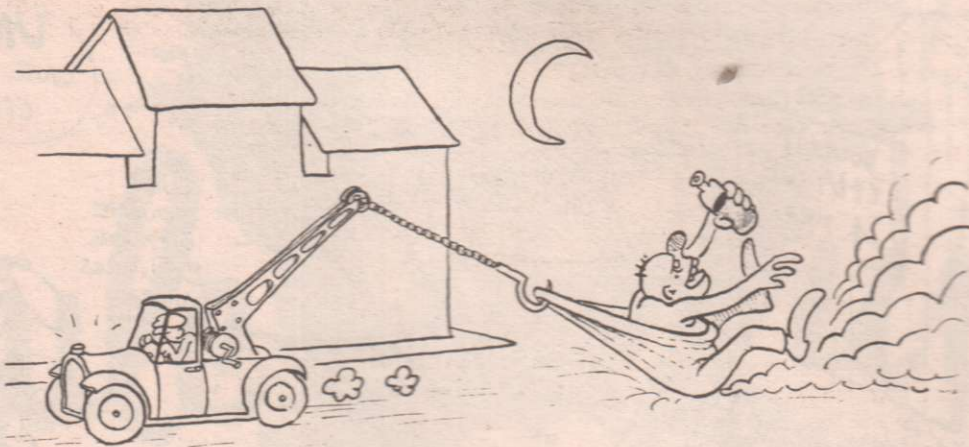
Comité de soutien à Philippe Guyen, C.S.P.G., B.P. 9, 90800 Bavilliers.

Comité de soutien à Bertrand Kugler, Patrick Adville, 37, rue du Contrat-Social, 76000 Rouen.

□ **Dix objecteurs affectés à l'ONF du Haut-Rhin** ont adressé au ministre de l'Agriculture une lettre pour l'informer de leur participation à la marche Metz-Verdun, une lettre très polie qui conclue : « Je serai absent de mon travail durant cette période. » La missive a été transmise par l'intermédiaire du chef de centre. Une initiative qui pourrait se répéter dans tous les départements.

□ **APPEL A TOUS LES GROUPES DE LA RÉGION PARISIENNE.** Le comité antinucléaire de Paris, en liaison avec les groupes de la région nogaïse, propose de lancer une action vigoureuse pour sensibiliser les populations ignorantes du projet de centrale à Nogent. Plutôt que des initiatives dispersées, vaudrait mieux se regrouper, étant donnée la masse de 10 millions d'habitants à informer. Première réunion prévue : jeudi 9 septembre à 20 heures au Centre Protestant, 8, Villa du Parc-Montsouris, 75013 Paris. Pierre Cuesta, 51 Le Fanac. Joinville-le-Pont.

SUR LE TERRAIN



petit-roulet

□ **SAONE-ET-LOIRE.** Il est question d'implanter un surrégénérateur de deux fois 1800 M.W. quelque part dans les cantons de Tournus, Cuisery ou Sennecey-le-Grand. Course de vitesse entre EDF, qui organise sa propagande par l'intermédiaire du préfet et des élus locaux, et le Comité départemental de Protection de la Nature, qui prépare une réunion d'information pour le vendredi 6 août à 20 h 45, salle de la mairie de Simandre.

□ **UNIVERSITÉ DU SOLEIL DE BRAUD.** Au mois d'août, l'équipe de presse du collectif des comités antinucléaires organise des séances de travail sur le problème de l'information (presse de lutte, formules de presse à utiliser à la rentrée, moyens existants) les 11, 19, 21 et 29 août, l'après-midi. Toutes les expériences dans le domaine presse seront les bienvenues dans ces réunions. Patrick Lalanne. Ferme « La Chapelle ». 33139 Braud-Saint-Louis.

□ **BELGIQUE.** Des débats de tendances opposent le premier ministre Tindemans et son ministre des affaires économiques Hermant : le premier est partisan d'une croissance forte, le second d'une croissance modérée ; il prétend faire intervenir dans le prix de revient du kilowatt nucléaire les frais inhérents à tout le cycle du combustible. Une sale blague pour les électriciens.

□ C'est dans le plus grand mystère que Jean Lapeyrie a été transféré de la maison d'arrêt de Fleury-Mérogis à celle de Blois, où il a été placé sous un régime d'isolement total dans un quartier spécial. Cette mesure est d'autant plus surprenante que Jean Lapeyrie n'est pas condamné définitif et qu'il est convoqué ce mercredi 4 août à 13 h 30 devant la 10^e Chambre de la Cour d'appel de Paris qui doit statuer sur sa demande de mise en liberté. Cause réelle : appartenance au C.A.P. Le C.A.P. proteste contre ce transfert arbitraire qui dispense l'administration pénitentiaire de toute comparution au prétoire et de tout motif, contrairement aux autres sanctions où il y a motif et comparution au prétoire. LE COMITE D'ACTION DES PRISONNIERS : 15, rue des Trois-Frères, 75018 Paris. Adresse de Jean Lapeyrie : Maison d'arrêt, 25 rue Dessaignes, 41016 Blois.

□ **PSYCHIATRISÉS EN LUTTE.** Le n° 5 est sorti. Au sommaire : « La psychiatrie institutionnelle, une répression feutrée » pour dénoncer l'exploitation du travail des pensionnaires ; « Liens affectifs ou rapports politiques » fait état de la prise de conscience par la commission « Famille » des rôles stéréotypés père-mère-enfant, rôles assignés par le pouvoir politique. Le n° 3,50 F. pour tout un chacun, 0,50 F. pour les internés. Psychiatrisés en lutte. B.P. 60. 75721 Paris Cedex 15.

□ **LES ENVIRONNEMENTISTES DE L'ES-SONNE SONT CONTENTS.** Nous aussi. Dans ce département, la majorité y était allée un peu fort avec l'urbanisme sauvage, et au moment des cantonales, les candidats verts se sont trouvés bien placés pour taper du poing sur la table. Le Conseil Général, sentant d'où venait le vent, invite maintenant les associations à participer aux séances sur l'urbanisme. Le préfet est plein de sollicitude. Tout le monde s'entend bien, merci.

□ **LA SECTION FRANÇAISE D'AMNESTY INTERNATIONAL** lance un appel pour la libération de quatre physiciens prisonniers d'opinion : Gabriela Salazar et Hugo Urrestarazu, emprisonnés au Chili, A. Tverdokhlebov et A. Zdorovy, emprisonnés en URSS. Cet appel, diffusé dans le cadre du congrès annuel de prix Nobel qui s'est tenu au début du mois de juillet à Lindau en Allemagne, a déjà recueilli les signatures de 60 personnalités du monde scientifique issus de dix pays différents et celles de 6 prix Nobel, anglais et américains. Amnesty International, 20, rue de la Michodière, 75002 Paris.

□ **Stages de technologies douces** au mois d'août, à l'initiative du Centre Synthèses pour définir une base de vie à caractère écologique qui permette de maîtriser l'environnement. Théorie et pratique liées. Du 1 au 14 août, énergie éolienne et habitat ; du 15 au 29 août, énergie solaire et habitat. Ces stages, d'une semaine chacun, reviennent à 300 F. et comprennent l'hébergement, la nourriture, l'encadrement par une équipe d'animateurs-chercheurs. Les réalisations effectuées s'intégreront dans la construction d'une maison écologique. Centre Synthèses, 64, rue Taitbout, 75009 Paris. Tél. : 526.15.49.

LE CHILI A DEUX PAS DE CHEZ NOUS

Vers le pont St-Michel, ça pue les poissons morts (mais c'est pas les requins pollueurs, genre EDF ou Rhône-Poulenc de Vitry qui crèvent). Se mêlant à cette odeur, on commence à sentir des relents de Massu, de gégène. Ça vient des Tours Pointues d'en face où travaillent les flics de la police judiciaire sous le patronage de Ponia et Lecanuet.

Les patrons donnent des ordres : peine de mort et « fermeté » pour ces salopards de prisonniers, efficacité policière. Les « travailleurs » obéissent avec joie. Les clients, c'est souvent des immigrés. On les passe à la gégène pour les faire parler puis on leur dit de la boucler. Il y en a un, le Portugais Victor Barreto, gégéné au début de l'année, qui a rencontré en prison, à Fleury-Mérogis, un pote nommé Jean-Claude Reilles. Alarmé par l'état lamentable des couilles de Barreto et son état psychique délabré, Reilles l'a questionné puis transcrit en français le récit boiteux de son pote. L'avocat de Barreto, Henri Leclerc, vient de déposer au nom de la famille de Victor, une plainte avec constitution de partie civile.

On a confiance dans la justice de notre pays. On attend que les flics fassent une enquête sur les tortures pratiquées par eux-mêmes et que les magistrats se condamnent eux-mêmes pour extorsion d'aveux par la torture.

Comité de défense de Barreto, 46 rue de Vaugirard P. 6^e. Tél. (le matin de 7 à 8 h) 783.87.82. Première réunion (même adresse) le mardi 24 août à 20 heures.

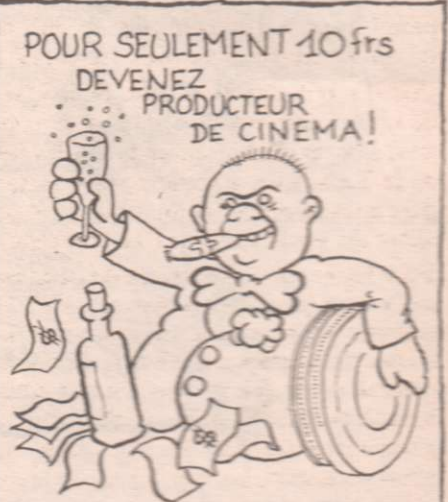
□ **LE PARC D'ARMORIQUE** veut expulser trois familles de jeunes paysans agrobiologistes pour faire un élevage-musée. On pourrait en dire sur ces parcs-alibis, ces parcs-à-fric, ces parcs administration... Celui-là, il se lance dans l'activité agricole : il commence par vider les cultivateurs, et comme il n'est pas à une contradiction près, il emploie l'artillerie des tracteurs, des pesticides et engrais chimiques. Du moment que c'est légal. Devant cette menace, une fête est organisée pour le 8 août à Kergombou. Contacter Michel Guervilly, Kergombou, Saint-Rivoal, 29190 Pleyben.

□ **L'ASSOCIATION FRANÇAISE CONTRE LA PEINE DE MORT**, après l'exécution de Christian Ranucci, s'élève une fois de plus contre la peine de mort, barbare et non exemplaire, qui ne résout aucun de nos problèmes de criminalité. 114, rue de Vaugirard, 75006 Paris.

□ **Une flottille pour sauver les baleines** est partie de Vancouver (Canada) sous l'égide de la Fondation Greenpeace et de la commission « The Animal Welfare Institute ». Pour faire cesser, ou du moins ralentir le massacre des baleines qui en a exterminé 3 millions en cinquante ans, la Fondation demande un moratoire de 10 ans sur la pêche. Le navire essaiera de s'opposer directement aux baleiniers russes et japonais et d'entrer en communication avec les cétacés par un système d'ondes sonores. En France, c'est le projet Jonas (16, rue de l'Université, 75007 Paris) qui s'en occupe.

□ **Une super-station dans le Haut-Doubs.** Les Jurassiens sont très inquiets : un jeune promoteur de 31 ans, M. Künzler, veut implanter dans les pâturages communaux de Sassey une station de ski avec hôtels, dancing, grill, piscine, etc. Du côté suisse, les communes se sont opposées au projet ; côté français, on se mobilise. Dimanche 1^{er} août à Ocourt, une manifestation a été organisée. Association Belfortaine de Protection de la Nature, 40, faubourg des Ancêtres, 90000 Belfort.

□ **Le congrès mondial des Bretons** (union des cercles culturels bretons) propose aux exilés de s'associer à l'espérance de la Confrérie du Triskell d'Or, fondée sur la triple devise : « santé, liberté, bretonnité ». La Confrérie, c'est pas des rigolos : foin des petits ballons sur le zinc, « seule la tempérance possède une vertu révolutionnaire »... Amateurs, donc, s'abstenir. Pour les autres, rendez-vous le samedi 14 août à Tinkendalch, après s'être inscrit réglementairement au Cercle Culturel Breton, 12, rue Cormont, 80000 Amiens.



□ **Le cinéma et l'image** semblent les moyens les mieux adaptés à une popularisation urgente de la lutte antinucléaire - 1938 : Le PC produit par souscription un très grand film « La Marseillaise » de Jean Renoir - 1976 : second long métrage de l'histoire du cinéma français « par souscription » - Énergie nucléaire = danger immédiat - tourné à Malville. Pour que ce film soit un succès, il faut que nous, les utilisateurs, le coproduisions :
- soit par souscription individuelle, fixée à 10 Frs. donnant droit à une entrée gratuite lors de la projection ;
- soit par souscription collective, fixée à 500 Frs. (tarif de location d'un long métrage). Chaque action donnant droit au prêt gratuit du film pour une projection. Adressez vos chèques à Patrick Perillat - Route-du-Pont-de-L'Abime - 74540 Gruffy.

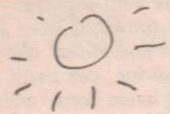
L'UNION DE REIMS 24 juillet 1976

**EN 1969
EN INDE**

**Un dérangé mental
a manipulé
les manettes
d'une centrale
nucléaire !**

WASHINGTON. — La commission américaine de l'énergie atomique est en émoi après avoir appris qu'en Inde, une centrale nucléaire fournissant en courant toute l'agglomération de Bombay, a failli sauter après qu'un dérangé mental eut réussi à pénétrer dans la centrale et à manœuvrer des manettes, miraculeusement sans rien casser.

Cela s'est passé en 1969 et depuis les Américains ont demandé aux Indiens de doubler de mesures de sécurité de façon qu'aucune personne étrangère ne puisse pénétrer dans une centrale nucléaire.



ENERGIE SOLAIRE

L'HORRIBLE PANNEAU DES CAMPS DE CAMPING A PRIX REDUIT.



UN FRANC
UNE DOUCHE
CHAUDE!...

MERDE
ALORS...
ILS CHARRIENT!

UNE
DOUCHE
CHAUDE:
20 LITRES
D'EAU
A 45°

5 CENTIMES
POUR
CHAUFFER
UN LITRE
D'EAU ALORS
QUE LE
SOLEIL
BRILLE!



LE CAMPEUR COMMENCE
A AVOIR CHAUD
AUX PREMIERS
RAYONS
SOLAIRES

IL ATTRAPE DES
COUPS DE SOLEIL SUR
LE SABLE...

METTEZ UN
LITRE D'EAU DANS
UNE BOITE PEINTE
EN NOIR



AU BOUT DE
DEUX OU TROIS
HEURES...



J'AI
GAGNE
CINQ
CENTIMES!



...CREVE DE CHALEUR
EN FAISANT LES
COURSES...

...EST PRET A
SE BATTRE POUR
GAGER SA BASIOLE
A L'OMBRE...

SI UN
CAMPING
FAIT LA MEME
CHOSE AVEC
10 000 LITRES...

IL AURA
GAGNE 5000
CENTIMES...

500 FRANCS
EN UNE
JOURNEE...



...ET LE SOIR DONNE
1 FRANC POUR PRENDRE
UNE
DOUCHE "CHAUDE"

LA SURFACE
D'UN COUP
DE SOLEIL
SUFFIRAIT...

A UN CHAUFFE-EAU
INDIVIDUEL POUR
PRODUIRE
LES
20 LITRES
DE LA
DOUCHE

LES CHAUFFE-EAU SOLAIRES,
JE CONNAIS MAIS SA COTE
CHER... 3000 FRANCS POUR
UN 200 LITRES

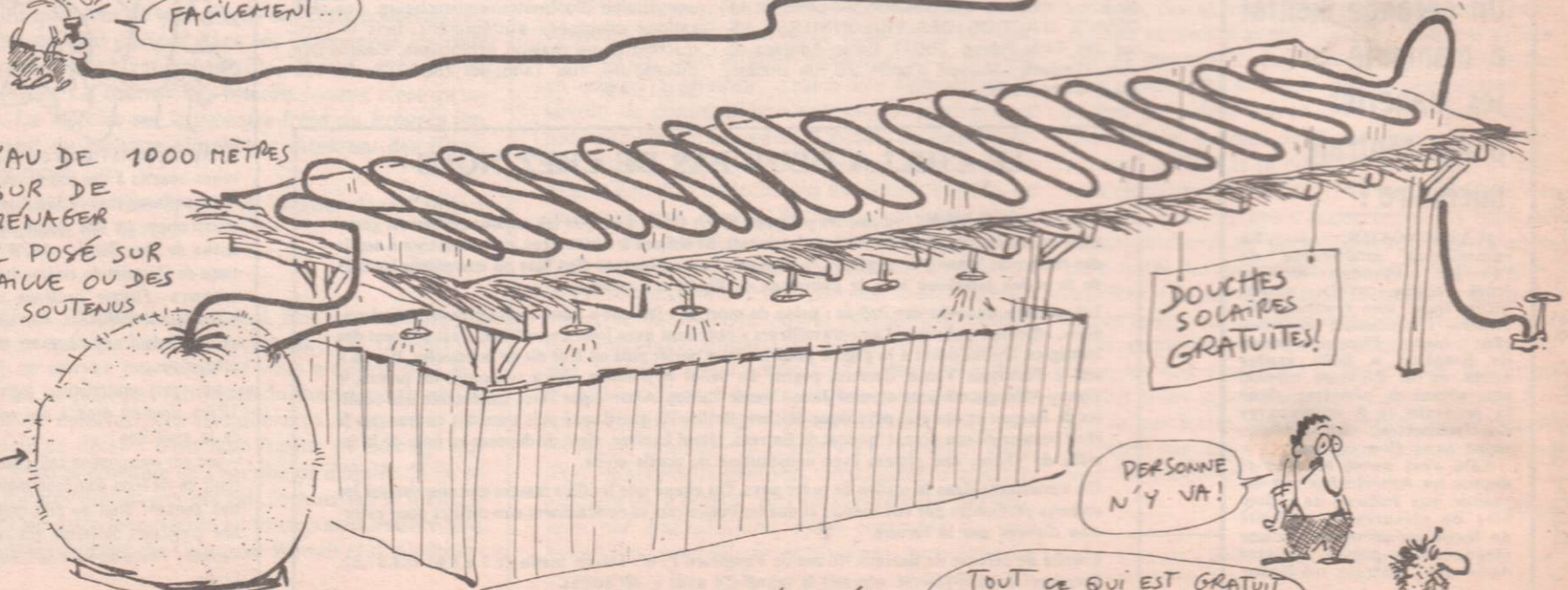


100 METRES DE TUYAU NOIR, CHAUFFE PAR LE SOLEIL
VOUS DEBITERA 100 LITRES D'EAU CHAUDE PAR JOUR.

FACILEMENT...

UN TUYAU DE 1000 METRES
REPLIE SUR DE
L'ALU MENAGER
LUI-MEME POSE SUR
DE LA PAILLE OU DES
ROSEAUX SOUTENUS
PAR DES
POUTRES

BAIGN
POUR LE
STOCKAGE
DE NUIT



DOUCHES
SOLAIRES
GRATUITES!

PERSONNE
N'Y VA!

TOUT CE QUI EST GRATUIT
EST SUSPECT...

... ET UN PETIT CAMPING EST EQUIPE!

REISER